

LABALEINE

Depuis 1971 décembre 2014 / 3€20 N°178

Les pièges verts de la biomasse



Barrage de Sivens L'impasse meurtrière du système

L'obstination de ses promoteurs à construire coûte que coûte le barrage de Sivens et l'assassinat de Rémi Fraisse, qui en fut l'atroce conséquence, montrent, au-delà de la nécessité de l'arrêt définitif des travaux et de la mise en cause de tous les responsables, l'impasse dans laquelle se trouve le système.



© Collectif pour la sauvegarde de la zone humide du TESTET

Ce projet est en effet emblématique de la puissance néfaste des profiteurs de l'agriculture productiviste et de leurs soutiens politiques. C'est un exemple de la mainmise des mafias qui verrouillent les lieux de pouvoir. C'est un exemple typique des projets inutiles et imposés. Sa justification s'inscrit dans la fuite en avant qui détruit ce qui reste de l'agriculture française et refuse les alternatives qui permettraient de mettre en place une agriculture non-productiviste.

« Ce sont donc bien les pouvoirs publics locaux qui ont engagé sciemment un enchaînement de provocations et de passage en force. »

L'étude pour trouver une solution au déficit hydrique dans le bassin du Tescou a été confiée par le Conseil général du Tarn à la Compagnie d'aménagement des côtes de Gascogne (CACG). Cette dernière compte dans les rangs de ses administrateurs le vice-président du Conseil général du Tarn, de plus en charge de l'eau. Quand on pose les questions et qu'on fait les réponses, cela facilite les choses ! Ce chantier était une véritable aubaine pour la CACG car le site demandait d'importants travaux, d'où le surdimensionnement du chantier.

L'enquête publique a été menée en catimini, la majorité socialiste au Conseil général a voté le projet avec une majorité écrasante, les plus réticents ayant suivi par discipline de parti ou par peur d'être oubliés à la prochaine distribution de subventions pour les cantons.

Dans un premier temps, les associations citoyennes et écologistes locales ont choisi la voie des recours judiciaires, recours dont les politiciens locaux ne jugèrent même pas nécessaire d'attendre les résultats pour commencer les travaux. A l'arrivée des zadistes venus s'installer sur le site pour empêcher la poursuite des travaux, les autorités ont déployé les grands moyens avec l'envoi sur place de plusieurs escadrons de gendarmes mobiles sur-équipés. La machine de la répression s'est mise en marche, générant son lot de blessés et d'interpellations, la multiplication des violences contre les zadistes. Dans le même temps, les pro-barrages ont organisé des expéditions punitives, avec la passivité complice des autorités.

Etant donné ce contexte, comment s'étonner de ce qui s'est passé dans la nuit du 25 au 26 octobre ? Ce n'était que l'aboutissement d'un pourrissement du conflit voulu par les pouvoirs locaux. Le pouvoir central, mis au courant dès les premières heures de la gravité de la situation, n'a cessé depuis de couvrir ses barons locaux.

Ce sont donc bien les pouvoirs publics locaux et nationaux qui ont engagé sciemment un enchaînement de provocations et de passages en force. Le 25 octobre, ils ont clairement créé les conditions d'un affrontement et doivent en porter l'entière responsabilité. La mort de Rémi Fraisse ne fut pas un hasard mais le résultat d'un processus révoltant. Elle est le symbole de ce système anti écologique et anti démocratique, qui a vocation à se perpétuer même si le prix à payer devient de plus en plus lourd pour les populations. A celles-ci d'y résister et d'élaborer l'indispensable alternative globale basée sur de réelles mobilisations locales, sans rien attendre d'une classe politique de plus en plus farouchement agrippée à la défense de ses intérêts, au prix d'une violence institutionnelle clairement assumée.

> ALAIN DORDÉ

> SÉBASTIEN SAJAS

Président des Amis de la Terre Midi-Pyrénées

EDITO

Les dérives d'un système inutile et imposé

Comme on pouvait s'y attendre au vu de l'intensification des répressions policières à l'encontre des mobilisations contre les projets inutiles et imposés, un drame est venu frapper les mouvements citoyens. La mort de Rémi Fraise a marqué les esprits et touché en plein cœur l'ensemble de tous ceux qui se mobilisent et qui défendent les droits de l'environnement. Ce qui transparait, c'est avant tout le sentiment d'injustice et de révolte face à un système qui multiplie les dérives et qui méprise la société civile. On nous parle de consultation, de participation ou encore d'écoute, mais dans les faits, les défenseurs de l'intérêt général, des droits de la nature et de l'humain se sentent, au mieux, méprisés. À toutes les échelles, ces projets inutiles et imposés sont le symbole d'une société à la dérive qui elle peut tout se permettre au nom de la sacro-sainte croissance. Cette croissance voudrait maintenant être verte et l'écologie une soi-disant opportunité. On le sait, c'est l'essence même de ce constat qui nous fait remettre en cause le système. C'est ce

même système qui est inutile et imposé et dont l'objet même est de ne servir que les intérêts d'une « élite » ultra-minoritaire. Nous y opposons les sociétés soutenables, ces sociétés du bien-être dans lesquelles chacun aurait sa place au sein d'un environnement sain où les notions de bonheur et de respect seraient centrales.

Ce numéro de la Baleine est le dernier de cette année 2014 et clôture sur cet épisode funeste. Encore une fois, les Amis de la Terre vont chercher à montrer la voie et y dénoncer les fausses solutions. Notre dossier central est consacré à la biomasse et montre aussi notre volonté d'ouverture. Il a été réalisé en partenariat avec Reporterre, le quotidien de l'écologie fondé par Hervé Kempf. Dans ce système gangréné, l'information réellement indépendante est bien rare et nous ne pouvons que saluer le travail réalisé au quotidien par l'équipe de ce journal qui défend nos valeurs communes. D'autres partenariats de ce type sont en réflexion

pour l'année 2015 qui devra être une année charnière et incarner pour notre fédération un renouveau. La COP21, sommet de l'ONU sur le climat qui se tiendra à la fin de l'année à Paris va être l'évènement phare de cette année. Ce sera un grand moment pour notre fédération avec l'accueil de milliers d'Amis de la Terre de tous les pays qui viendront nous rejoindre pour peser sur les conclusions de l'accord qui devrait être signé. Il sera aussi question pour nous de dénoncer les responsables du changement climatique et de montrer que les solutions existent. Ces solutions partent de la base, c'est à dire du-de la citoyen-ne qui lui-elle n'attend pas que tout vienne de nos décideurs pour mettre en place dès maintenant les véritables alternatives, locales et concrètes au changement climatique et à l'épuisement des ressources.

FLORENT COMPAIN

Président des Amis de la Terre France

SOMMAIRE

2 > MOBILISATION

Barrage de Sivens : l'impasse meurtrière du système

4 > VIE ASSOCIATIVE

Textes libres des militants du réseau – Quelques nouvelles du pic pétrolier

Retour sur l'Assemblée générale des Amis de la Terre International

5-7 > FRANCE

Avec Alternatiba Gironde, la mobilisation s'amplifie

Bure Stop : nos colères ne sont pas réversibles

Dijon : cité de la publicité !

Et si nous devenions tous des foyers témoins ?

8 > INTERNATIONAL

Yukon, Canada : le gaz de schiste, ni ici, ni ailleurs !

Shell, GDF Suez et Samsung remportent les Prix Pinocchio 2014 !

Climat : nous reviendrons et nous serons des millions

Les associations mobilisées pour dénoncer le salon qui tue

9-14 > DOSSIER > Les pièges verts de la biomasse

Bon est le bois, mais à juste échelle

Aspiré par des centrales géantes, les bois n'est plus écologique

Local, mesuré et citoyen, « small bois is beautiful »

La forêt n'est pas inépuisable

La méthanisation, une bonne solution menacée par le gigantisme

Jardiner la forêt plutôt que l'exploiter, pour arriver au bois bio

Quand méthanisation rime avec agroécologie

15 > PUBLICATIONS

Nanotechnologies : une invasion silencieuse

Découvrez le projet photographique « Keepers »

16 > PRATIQUES, HUMEURS

Marre que votre argent pollue ? Changez de banque !

Avec le TAFTA, la langue de bois est transatlantique !

En 2015, faites la différence !

>> Soutenez l'un des 4 projets phares des Amis de la Terre.

La construction d'un monde plus équitable et solidaire passe par l'implication de tous. L'écologie répond de façon transversale à des problématiques qui touchent la collectivité dans son ensemble. C'est ainsi par l'action collective que nous souhaitons voir émerger les transformations.

Vous partagez nos valeurs et notre engagement pour la transition écologique ? Accompagnez-nous dans nos projets et répondez à notre appel. Merci d'avance pour votre générosité.

Le Courrier de La Baleine n°178

« Se ranger du côté des baleines n'est pas une position aussi légère qu'il peut le sembler de prime abord. »

Septembre 2014 • n° CPPAP : 0317 G86222 - ISSN 1969 - 9212

Dans ce numéro, les adhérents des Amis de la Terre trouveront un courrier de soutien, une plaquette de présentation des projets 2015 et le guide *Climat : comment choisir ma banque ?*.

Directeur de la publication Florent Compain **Rédacteur en chef** Caroline Prak **Le dossier** a été confié à **Reporterre** - merci à Marie Astier, Barnabé Binctin, Hervé Kempf, Lorène Lavocat et à Tommy Dessine pour ses illustrations **Rédacteurs** Les Amis de la Terre Côte d'Or, Les Amis de la Terre Gironde, Les Amis de la Terre Paris, Christian Berdot, Christophe Cérés, Martine Degrave, Alain Dordé, Eric Faisse, Vincent Jannin, Jean-Yves Le Thérizien, Malika Peyraut, Lucie Pinson, Juliette Renaud, Sébastien Sajas, Cynthia Sou. **Communication, relations presse** Caroline Prak · caroline.prak@amisdelaterre.org · 09 72 43 92 65 **Maquette** Nismo Carl Pezin · www.nismo.fr **Impression** sur papier recyclé Offset cyclus 115g/m² avec encres végétales · Stipa · 01 48 18 20 50

Les Amis de la Terre France 2B rue Jules Ferry 93100 Montreuil · secretariat@amisdelaterre.org · 01 48 51 32 22 · www.amisdelaterre.org



Textes libres des militants du réseau Quelques nouvelles du pic pétrolier

L'expression communément utilisée du « pic pétrolier » (ou *peak oil* en anglais) désigne le pic pétrolier mondial soit le moment où la production mondiale de pétrole plafonne avant de commencer à décliner du fait de l'épuisement des réserves de pétrole exploitables. L'exemple ci dessous montre pour la Norvège l'allure de cette courbe avec un maximum qui peut être plus ou moins plat suivant les gisements. Au début de l'exploitation, la production augmente puis décline après le pic, quand le gisement nécessite plus de forages et plus d'injection d'énergie pour extraire le pétrole. Au moment où le bilan énergétique est nul le gisement est épuisé.

Les perspectives au niveau mondial

Selon les sources, les dates du pic au niveau mondial sont variables : le dossier étant sensible pour les acteurs économiques qui ne peuvent pas être objectifs en raison de leurs intérêts économiques. Les travaux indépendants de l'ASPO France (association pour le *peak oil*) par menés par Jean Laherrère, ingénieur géologue qui a étudié plus de 20 000 gisements et dont les prévisions passées se sont révélées justes, semblent les plus sérieux.

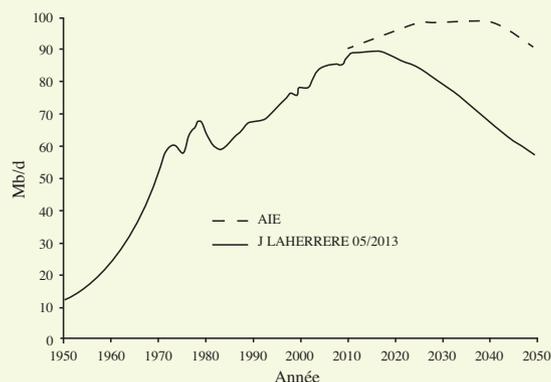
La courbe en plein résume une prévision faite en mai 2013 et tient compte des réserves futures. La production de pétrole brut et de condensats (pétrole de schistes, offshore, polaire, etc.) ainsi que les liquides issus de gaz ou de charbon liquéfiés devrait décliner à partir de 2020 à moins de 90 millions de barils/jour, laissant environ 5 ans d'insouciance pour nos gouvernements occidentaux qui n'ont pas pris la mesure du problème (la dernière loi énergie agit à la marge sur les énergies fossiles) et pour les citoyens qui risquent d'être brutalement confrontés à des hausses de prix imprévisibles.

Rappelons que la France consomme 80 millions de T/an (ou 580 millions de barils) soit 1,2 tonne par an et par habitant. L'agence internationale de l'énergie (AIE) dépendante du lobby pétrolier prévoit un plateau de production jusqu'en 2040 (courbe en tiret) extrêmement optimiste. A noter que la production en augmentation de gaz de schistes aux Etats-Unis (pic en 2020) va entraîner une disponibilité accrue de ressources fossiles pendant les 5 prochaines années sauf problème international.

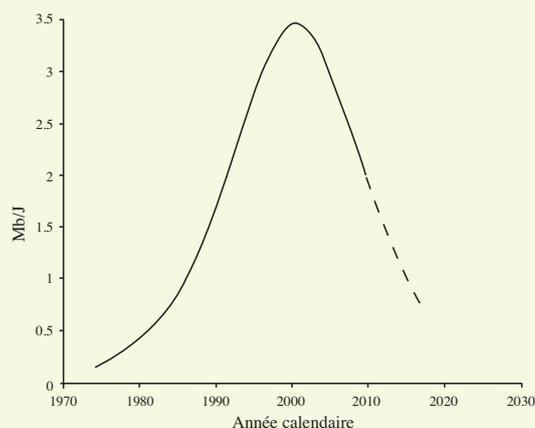
Cette conjonction de facteurs décroissants montre un point critique vers 2020 où les questions énergétiques vont devenir cruciales pour le fonctionnement des économies notamment européennes. L'Europe, qui couvre 25 % de ses besoins avec le pétrole de la mer du Nord et dont le pic de production est passé depuis l'année 2000 dépendra des réserves d'Afrique, du Moyen Orient et de la Russie et sera en concurrence pour son approvisionnement avec l'Asie, les pays émergents et les Etats-Unis.

Il nous reste donc très peu de temps pour une véritable transition visant l'indépendance énergétique nationale. Raison de plus pour faire pression sur nos décideurs !

Production de pétrole norvégien



Production mondiale de pétrole et prévision



Source : (ASPO France)

> JEAN-YVES LE THÉRIZIEN
Les Amis de la Terre Loire-Atlantique

AG des Amis de la Terre International Une fédération déjà mobilisée pour la COP21



Photo de famille pour la fédération internationale avec l'un des messages forts pour la justice climatique « Stop aux projets fossiles ! ».

Tous les deux ans, la fédération des Amis de la Terre Internationale se retrouver, pour échanger, débattre et surtout décider des orientations.

Cette année, l'Assemblée générale a eu lieu en septembre-octobre au Sri Lanka et a réuni plus d'une soixantaine de pays sur les 72 pays membres et associés que compte le réseau. Un réseau qui se renforce avec l'arrivée de la Bosnie, de la Russie et de la Bulgarie.

Parmi les points de débats prioritaires pour les Amis de la Terre l'organisation de la 21e Conférence climat de l'ONU en 2015 à Paris. La réflexion stratégique a porté sur la mobilisation durant, mais

aussi en amont et en aval de l'événement, dans l'objectif d'aboutir à un accord ambitieux et contraignant.

D'autres débats ont permis de renforcer les positions et de débattre des actions sur la souveraineté alimentaire, le mécanisme REDD, la financiarisation de la nature, l'accaparement des terres, la justice économique. Enfin, la fédération a exprimé un message de solidarité pour l'Ukraine et la Palestine.

> ERIC FAÏSSE
Secrétaire Général

> CYNTHIA SOU
Directrice Générale

Climat

Avec Alternatiba Gironde, la mobilisation s'amplifie sur le territoire

En mobilisant près de 15 000 personnes le week-end du 10,11 et 12 octobre à Bordeaux sur l'urgence climatique et la transition sociale et écologique, Alternatiba Gironde a tenu toutes ses promesses.

Après pas loin d'un an de travail mené par un collectif de plus de 110 organisations, et suite à l'appel à mobilisation des Amis de la Terre Gironde en octobre 2013, le village des alternatives qui s'est tenu durant trois jours a été couronné de succès. La mobilisation de tous et la présence d'un large public, dont de nombreux jeunes ont permis la réussite d'Alternatiba Gironde.

L'Université de Bordeaux Montaigne et plus particulièrement la filière « carrière sociale » de l'IUT ont été particulièrement actifs dans la réussite de la première journée, dédiée aux étudiants : rencontre avec de nombreux acteurs associatifs, simulation d'une Conférence sur le climat (COP) où les étudiants jouaient le rôle des États pour trouver un accord mondial sur le climat, jeux participatifs, etc.

La seconde journée a réuni sept grandes conférences dans des salles bondées sur différents thèmes : climat et négociations internationales, transition, grands projets inutiles, consommation, agriculture, métropolisation et TAFTA. La Vélorution a ensuite pris possession de la ville en déambulant jusqu'à la place Renaudol où se tenait le concert d'ouverture avec la scène engagée bordelaise.

Un dimanche dédié aux alternatives

En flânant dans le village, on pouvait découvrir le jardin urbain éphémère ou encore la maison en bardage bois et paille construite pour l'occasion. On pouvait apprendre à fabriquer des meubles en carton, réparer son vélo, réaliser une marmite norvégienne, etc. Alternatiba, c'était près de 150 stands qui proposaient des animations ou des ateliers concrets et



participatifs, afin de construire un monde plus juste et plus solidaire.

Des concerts, du spectacle vivant, des conférences gesticulées ont rythmé ces journées. C'est aussi des centaines de bénévoles mobilisés pour accueillir les participants, monter le village, préparer les repas, crêpes... et même faire la vaisselle ! Au-delà du bilan quantitatif, c'est l'énergie collective et positive qui se dégageait de cette foule rassemblant largement au-delà des convaincus qui a fait le succès de ces journées.

C'est avec une grande joie que nous passons le flambeau à Alternatiba Tahiti qui a eu lieu le 29 novembre, car si la dynamique s'est pour l'instant concentrée sur le territoire français métropolitain, le mouvement

franchira prochainement les océans et les frontières. Aujourd'hui ce sont plus de 50 Alternatiba qui sont déjà en route en Europe et qui se préparent jusqu'à la COP21, le sommet international sur le climat, qui se tiendra à Paris fin 2015.

À Bordeaux, la dynamique continue, la coordination européenne viendra y faire étape en avril 2015 ainsi que le Tour Tandem en Septembre 2015.

Le collectif girondin compte bien profiter de l'engouement, de l'énergie et du réseau ainsi créé, pour imaginer de nouvelles mobilisations citoyennes sur l'urgence et la justice climatique, et poursuivre le développement et la mise en œuvre de tous ces projets locaux et alternatifs.

> LES AMIS DE LA TERRE GIRONDE

Plus d'infos sur : www.alternatiba.eu/gironde

Récit - Enfouir les déchets atomiques : 30 ans de refus

Le Collectif meusien contre l'enfouissement des déchets radioactifs, BURESTOP 55, édite à l'occasion de ses 20 ans, **Notre colère n'est pas réversible - Enfouir les déchets atomiques : 30 ans de refus** qui sortira mi-décembre. Ce livre rassemble toutes les périodes de l'opposition, des années 1987 à nos jours, sur plus de 50 sites en France.

Des milliers de gens, d'élus, d'experts refusent le stockage sous terre des déchets nucléaires à vie longue, qu'ils soient à faible, moyenne ou haute activité. De façon chronologique, ce livre retrace entre autres le refus sans concession des années 1987/1990, l'opposition aux "labos" qui a suivi, les échecs retentissants de la mission granite en 2000 et, en 2008/2009, le rejet des déchets FAVL. Ou encore le fiasco du débat public Cigéo de 2013... Photographies, contexte médiatique, extraits d'archives officielles et paroles d'experts apportent leur éclairage.

240 pages pour se souvenir, ou découvrir un mouvement collectif peu commun, mais aussi pour nourrir la lutte et préparer l'avenir. Car le projet de stockage souterrain Cigéo – s'il cherche à s'imposer dans la région de Bure (Meuse/Haute-Marne) – n'est toujours pas construit. Passeurs solidaires depuis presque 30 ans d'une extraordinaire et longue lutte (dont nous sommes pour bon nombre acteurs), l'histoire continue...

Une idée de cadeau pour les fêtes ?

Le livre *Notre colère n'est pas réversible - Enfouir les déchets atomiques : 30 ans de refus* sera disponible mi-décembre, au prix de 8 euros. Pour le commander, envoyez un mail à : non-a-bure55@orange.fr en indiquant le nombre d'exemplaires souhaités et la manière vous souhaitez qu'on vous les fasse parvenir.

Resistance Dijon, cité de la publicité !

Les Amis de la Terre Côte-d'Or ont mené des actions d'information critique sur la problématique de la publicité dans les rues. Et invitent à l'action !



La publicité déclinée à l'aide des grands médias de masse (TV, affichage, magazines, radios...) est à l'origine de bien des maux des sociétés dites « modernes » : surconsommation de biens, gaspillage de nourriture, notion de « marques », incitation à l'achat compulsif. La publicité, c'est le carburant de la consommation : lutter contre la publicité, c'est attaquer le mal de la surconsommation à la source. Tandis qu'il est possible de "zapper" lorsque de la publicité apparaît à la télé, il est impossible d'échapper aux panneaux publicitaires dans les rues des grandes villes. Des centaines, voire des milliers d'affiches publicitaires inondent l'espace public.

A l'instar de la ville de Grenoble qui a interdit la publicité dans ses rues, il est possible de régir la place de la pub via le règlement local de publicité (RLP), un document légal.

Fin 2014/début 2015, un RLP général pour l'agglomération dijonnaise doit être rédigé, puis adopté dans chaque ville. Alors que plusieurs maires (et adjoints...) de l'agglomération traînent des pieds pour rédiger un RLP contraignant qui permette la suppression des panneaux publicitaires dans les rues, les Amis de la Terre Côte-d'Or ont décidé d'informer les habitants de l'agglomération dijonnaise de la problématique de la publicité, et plus spécifiquement celle présente dans les rues.

Agir là où se trouve la pub

Depuis leur création, les militants de Côte-d'Or organisent régulièrement des actions en effectuant du sur-affichage des posters avec des slogans scotchés sur des panneaux publicitaires.

Le groupe local a aussi créé sur OpenStreetMap un audit participatif de l'implantation des panneaux publicitaires, en partenariat avec l'association COAGUL. Plus de 1 300 panneaux (principalement des 4X3, des panneaux "sucette" et abribus) ont déjà été référencés ! Cette cartographie que les associations souhaitent exhaustive sera la première du genre en France. Elle est visible par tous à l'adresse <http://dijonpub.coagul.org> et sera comparée au résultat de l'audit demandé par le Grand Dijon.

Enfin, les Amis de la Terre Côte-d'Or ont réalisé le blog www.citedelagastrodijon.com qui met en évidence le grand écart entre l'image de « Dijon, cité de la gastronomie » et celle vue quotidiennement dans la rue : Dijon, cité de la publicité pour de la « malbouffe » et autres boissons alcoolisées ou sucrées. Poulet façon Gaston Gérard, moutarde de Dijon et vins de Bourgogne ont tristement laissé place aux hamburgers, pizzas et autres boissons industrielles produites par des multinationales. Il n'y a plus que ça dans les rues ! Si vous aussi vous en avez assez de ces panneaux publicitaires, rejoignez-nous ! Envoyez vos photos (à citedelagastro@gmail.com) en mentionnant le nom de la rue, la ville (ne seront retenues que les photos prises dans une des 24 villes de l'agglomération dijonnaise), la date, ainsi qu'un pseudonyme si vous le souhaitez. Ce site prendra fin tout naturellement avec la fin des panneaux publicitaires dans la rue. D'autres d'actions sont prévues afin de faire ouvrir les yeux des élus. A suivre...

> LES AMIS DE LA TERRE CÔTE-D'OR

Alternatives - Et si nous devenions tous des foyers témoins ?

Rappelez-vous, en avril 2014, les Amis de la Terre France nous invitaient à participer à l'opération « Foyers témoins »¹. Une quinzaine de foyers à travers la France se sont portés volontaires pour prolonger la vie de leurs objets et, impatientes de faire des émules, nous avons invité quatre d'entre eux à témoigner lors du Festival des utopies concrètes, les 27 et 28 septembre derniers.

Ce Festival avait pour thème « le changement climatique » et pour le groupe déchets des Amis de la Terre Paris, il semblait évident que lutter contre la destruction prématurée des objets était bien dans la thématique : moins d'objets au rebut, c'est moins de poubelles à sortir bien sûr mais c'est surtout moins de gaz à effet de serre pour les faire partir en fumées toxiques dans des incinérateurs et pour produire leurs remplaçants.

Monica, Cécile, Cyrielle et Philippe se sont donc prêtés au jeu. Unanimement satisfaits de leur engagement, ils ont regretté que l'opération prenne fin en octobre. Philippe a appris à réparer son vélo : « Il ne me reste plus qu'à trouver une solution pour le faire repeindre, mais les ateliers sont en banlieue et je n'ai pas de véhicule pour emmener le vélo ! ». Cécile a constaté qu'il y a des freins à l'achat de biens d'occasion : « La norme veut qu'un cadeau soit neuf ! Participer à cette opération m'a permis de comprendre ce conditionnement et de m'en affranchir ». Grâce à un des bénévoles du Repair Café du 19^{ème} arrondissement de Paris, Monica a fait réparer son ordinateur portable, un outil de travail indispensable pour elle. Elle compte à présent trouver une solution pour son imprimante en panne depuis deux ans.

Et si, comme eux, nous faisons tous un geste pour la planète en privilégiant dès que possible la réparation, l'achat d'occasion et l'entretien de nos objets ?

> MARTINE DEGRAVE
Les Amis de la Terre Paris

¹Semaine du développement durable : des foyers témoins pour promouvoir la réparation et les biens durables : <http://www.amisdelaterre.org/Semaine-du-developpement-durable.html>
www.produitspourlavie.org

Yukon, Canada Gaz de schiste, ni ici, ni ailleurs !

Dans le Yukon, la ruée vers l'or laisse place à la ruée vers les gaz de schiste. La mobilisation s'organise pour sauver l'une des dernières terres vierges de la planète.

Peu de personnes connaissent le Yukon, ce territoire au nord-ouest du Canada, plus grand que l'Allemagne, la Suisse et l'Autriche réunies mais peuplé d'à peine 36 000 habitants. Cette région arctique et subarctique est l'une des dernières terres vierges de la planète.

Sorti de Whitehorse, la capitale, quelques villages peuplés essentiellement d'Amérindiens se partagent ces immensités avec les descendants des trappeurs, mineurs et autres chercheurs d'or, ceux-là même dont les aïeux ont inspirés les personnages de Jack London. Nous sommes ici dans le Klondike, la région de la grande ruée vers l'or de 1896-1899. A cette époque, des hommes affluèrent par milliers portés par un espoir fou de richesse. La ruée fut brève, la majorité des orpailleurs repartit après quelques mois laissant à la nature le soin de refermer les rares plaies ouvertes ici et là à coup de pioches. Aujourd'hui il est question de faire du Yukon un nouvel Eldorado : celui des gaz de schiste. Il n'est plus question de l'espoir de quelques miséreux mais de rafles opérées par des multinationales. Il ne s'agit plus de coups de pioche mais de dizaine de milliers de derricks fracturant la roche-mère sur des centaines de km carrés, au milieu de forêts et de toundras zébrées de pistes.

Les Yukonnais résistent au schiste

La population yukonnaise est très fortement opposée à ces projets d'extraction qui non seulement mettent en péril la qualité de vie des habitants, la ressource en eau, les paysages, la préservation de la faune et de la flore, mais également le climat. En effet, la seule méthode techniquement envisageable est celle de la fracturation hydraulique. Sous



© Jacqueline Vigneux

ces latitudes, les forages transpercent le pergélisol libérant ainsi le méthane pris au piège par le sous-sol gelé – rappelons que le méthane est un puissant gaz à effet de serre bien plus néfaste pour le climat que ne l'est le CO₂. Ces dégazages s'ajoutent aux fuites considérables de méthane inhérentes à la technique de la fracturation hydraulique.

Face à ces menaces, les Yukonnais se sont organisés, interpellant leurs représentants politiques. Une pétition dénonçant les projets d'exploitation des gaz de schiste a rassemblé plus de 4 500 personnes (sur une population globale de 36 000 habitants). A titre de comparaison, la plus importante pétition en France sur ce sujet a été soutenue par à peine 0,19 % des Français... Des nations amérindiennes ont signé des résolutions bannissant la fracturation hydraulique sur leur territoire. Pour désamorcer cette forte opposition, le gouvernement yukonnais, qui travaille dans la plus grande opacité, a multiplié les réunions publiques chargées d'amadouer les citoyens. Ce gouvernement acquis aux inté-

rêts des multinationales veut encadrer légalement la fracturation hydraulique au lieu de l'interdire. Dernièrement il a organisé une consultation publique, peut-être dans l'espoir de recueillir quelques suffrages. Ce fut en fait une avalanche de commentaires dénonçant les projets d'exploitation de gaz de schiste. Malgré tout, ajoutant le déni de démocratie aux périls environnementaux et sociaux, le Gouvernement yukonnais s'entête à vouloir imposer à sa population un projet qui nous concerne tous, citoyens du monde. Un projet qui menace l'environnement arctique et subarctique, le climat, la démocratie, les droits des peuples autochtones et qui enfin, si nous ne faisons rien, notre part d'humanité qui serait alors orpheline d'une de ses dernières terres vierges.

> **CHRISTOPHE CÉRÈS**
christophe.ceres@live.fr

Plus d'information :

Contactez frackfreeyukon.ca@gmail.com
Facebook et Twitter : Frackfree Yukon

Shell, GDF Suez et Samsung, Pinocchio 2014 !

Le 18 novembre 2014, les Amis de la Terre, en partenariat avec Peuples Solidaires - Action Aid France et le CRID, ont remis les Prix Pinocchio 2014.

Shell remporte le Prix Pinocchio dans la catégorie « **Une pour tous, tout pour moi** » avec 43 % des votes, pour la multiplication de ses projets de gaz de schiste dans le monde entier. Dans la catégorie « **Plus vert que vert** », GDF Suez reçoit le Prix Pinocchio avec 42 % des votes, pour ses « obligations vertes », auxquelles aucun critère social et environnemental clair n'est associé. Enfin, avec 40 % des votes, le Prix Pinocchio de la catégorie « **Mains sales, poches pleines** » a été décerné à Samsung, pour les conditions de travail indignes dans les usines qui fabriquent ses produits en Chine.

Cette année, un nouveau record de participation a été atteint : plus de 61 000 votes au total, témoignant de l'indignation croissante des citoyens face aux graves impacts sociaux et environnementaux des activités de multinationales. Fait inédit notable, le Crédit Agricole, l'une des entreprises nominées a fait le déplacement.

Les Prix Pinocchio ont pour but de faire pression sur les entreprises pour qu'elles changent leurs pratiques, leur ampleur croissante a obligé cette année toutes les entreprises à réagir à leur nomination. Le débat public est lancé, merci à tous pour votre participation.

> **JULIETTE RENAUD**

Chargée de campagne sur la Responsabilité sociale et environnementale des entreprises

Plus d'information :

www.prix-pinocchio.org

Climat : nous reviendrons et nous serons des millions

Du 1^{er} au 12 décembre à Lima, au Pérou, se tiendra la 20^e Conférence des Parties des Nations unies sur le changement climatique. Les Etats sont sensés poser les jalons pour un accord qui sera finalisé en 2015 à Paris, et qui devra contenir les engagements nationaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour l'après-2020.



© Luka Tomac

Cela fait donc vingt ans que le monde a commencé à prendre conscience des effets des changements climatiques et à tenter d'y trouver des solutions. Depuis vingt ans, cependant, l'emballage climatique n'a guère cessé. Le dernier rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC) paru en 2014 est alarmant. Perte de la biodiversité, recrudescence de la fonte des glaces, augmentation de la fréquence des événements extrêmes : les preuves des changements climatiques, que le GIEC attribue pour la première fois avec certitude à l'activité humaine, se multiplient. Si nous continuons sur la trajectoire de production et de consommation

« Partout dans le monde, au Sud comme au Nord, les populations portent des solutions. »

actuelle, alors il ne nous reste que 17 ans avant que l'augmentation de la température du globe n'atteigne les 2 °C, seuil déjà critique au-dessus duquel les effets des changements climatiques seront probablement irréversibles et incontrôlés.

Les boulets du climat

Mais les émissions des gaz à effet de serre ne sont pas les seules en augmentation. Depuis vingt ans, la pression des lobbies énergétiques et industriels s'est renforcée dans ces négociations sur le climat, lobbies défendant ardemment un modèle productiviste sur le déclin et ne jurant que par la croissance... verte, à l'encontre de

la réalité scientifique et du bon sens. En 2014, on apprenait que 50 entreprises seraient responsables de l'émission de plus de 2,5 milliards de tonnes de CO₂. Et pourtant, celles-ci sont autorisées dans l'enceinte des négociations onusiennes. Tolérerait-on de voir les lobbies du tabac négocier des accords sur la santé au sein de l'Organisation mondiale de la santé ? Non ! Alors, pourquoi accepter que les pollueurs puissent intervenir dans un accord sur le climat ?

Les conclusions de Lima seront probablement décevantes. Il est fort possible que les décideurs ne fassent que promouvoir des subterfuges, comme le nucléaire, l'expansion des marchés carbone ou les mécanismes REDD, ne s'avançant que sur des réductions volontaires et timorées d'émissions, et non un accord contraignant et ambitieux.

Pourtant, les solutions existent ! Il s'agirait de mettre fin aux énergies fossiles, de construire des systèmes énergétique décentralisés, reposant sur les énergies renouvelables et sur une gestion citoyenne, de transformer radicalement les modes de production et de consommation, de stopper la déforestation. Partout dans le monde, au Sud comme au Nord, les populations portent des solutions.

A Paris l'année prochaine, l'enjeu sera de faire entendre nos voix, de dénoncer les responsables des changements climatiques et de rappeler que les véritables alternatives existent et se répandent. Comme disait Che Guevara, *Volveremos y seremos millones* (Nous reviendrons et nous serons des millions).

> MALIKA PEYRAUT

Chargée de campagne Energie et Institutions financières internationales

Nucléaire

Les associations mobilisées pour dénoncer le salon qui tue

Du 14 au 16 octobre au Bourget se tenait la première édition du Salon mondial du Nucléaire. Un an avant la COP21 lors de laquelle les Etats sont appelés à se mettre d'accord pour prendre des mesures enravant les dérèglements climatiques, exactement au même endroit : voudrait-on nous faire croire que le nucléaire est une solution au changement climatique ? Heureusement, les citoyens veillent. Sans surprise, on a pu assister à la promotion éhontée de la filière nucléaire française, pourtant mal en point, pour séduire les

acheteurs internationaux. Le résultat est lucratif : un accord de coopération sur le nucléaire civil entre la France et l'Afrique du Sud signé au Quai d'Orsay à cette occasion, un accord de coopération entre la Société française d'énergie nucléaire (SFEN) et son homologue mongol... Sans surprise non plus, on a pu voir défiler main dans la main industriels et politiques, notamment Valéry Giscard d'Estaing et Manuel Valls, révélant une fois de plus la proximité du lobby nucléaire et de la classe politique.

Mais ce salon du déclin ne trompe personne, et le samedi 11 octobre des milliers de citoyens se sont retrouvés place de la République à Paris pour dénoncer les multinationales et leur monde, après une manifestation contre le Salon du nucléaire conduite par Les Amis de la Terre, le Réseau Sortir du Nucléaire et Attac. Ni nucléaire, ni effet de serre, c'est le système qui changera, pas le climat !

> M.P.

DOSSIER - Les pièges verts de la biomasse

Bon est le bois, mais à la juste échelle

Ah, qu'il est difficile d'être écologiste ! A peine avancez-vous une solution pour répondre à la crise écologique que le capitalisme s'en empare, et la détourne au service de son système, aggravant encore le problème. La biomasse, qui désigne l'ensemble des matières organiques d'origine végétale, animale ou fongique pouvant devenir source d'énergie par combustion, après méthanisation ou transformation chimique en est un bon exemple. Aujourd'hui l'une des principales énergies renouvelables, pourra-t-elle le rester longtemps si la pression qu'elle fait peser sur le bois-énergie se maintient ? Depuis longtemps, face à l'impasse énergétique, et parce que le vent et le soleil ne peuvent suffire à répondre à celle-ci, les écologistes rappellent l'importance du bois : il a été la source d'énergie essentielle de l'histoire de l'humanité, il pourrait le redevenir après la longue parenthèse des fossiles.

Mais à peine le message commençait-il à être entendu qu'il était transformé en un savant dispositif qui, à coup d'aides publiques, conduit à l'industrialisation des forêts, et à la mise en place d'immenses centrales de production d'électricité. Bilan en gaz à effet de serre : nul. Bilan en dividendes pour les grandes entreprises : excellent.

Quant à prendre en compte la forêt comme écosystème, jouant un rôle dans l'équilibre de la biosphère, quant à sentir la magie qu'exprime en silence cette compagne de toujours de l'humanité, il ne faut pas y penser. Elle est mise en coupe réglée, transformée en mètres cubes, en tonnes de CO₂, en kilowatt, en euros.

Le même constat peut être fait pour la méthanisation, bonne idée transformée en monstre destructeur de l'agriculture paysanne, et pourrait être poursuivi pour toutes les énergies renouvelables.

Peut-on résister à cette folie ? Oui, bien sûr. Le point de départ est de se rappeler que la question écologique ne peut pas avoir une réponse seulement technique : elle appelle une analyse systémique, prenant en compte l'humain, la biosphère, l'ensemble des relations entre vivants dont l'économie n'est qu'un filtre réducteur. Et ce qui ressort du dossier réalisé en commun par les Amis de la Terre et *Reporterre*, c'est que nous pouvons nous chauffer de bon bois et de bonne biomasse, à condition d'être dans une logique de petite échelle et de relocalisation.

> **HERVÉ KEMPF**
Reporterre

Aspiré par des centrales géantes, le bois n'est plus écologique

Le développement de la filière bois-énergie sonnera-t-il la fin du bois comme énergie écologique ? Méga-unités de production, valorisation en électricité seule, agrocarburants, concentration industrielle et accaparement de terres, *Reporterre* présente les risques qui pèsent sur la filière.

De 14 % aujourd'hui à 32 % en 2030 : la loi de Transition énergétique veut donner aux énergies renouvelables une part importante dans le mix énergétique français. La première d'entre elles est le bois, qui a fourni en 2012 dix millions de tonnes équivalent pétrole sur les 22,4 de production primaire d'énergie renouvelable en France – soit le double de l'hydraulique, qui devance elle-même de loin le vent et le soleil.

L'enjeu du bois-énergie est donc majeur. Et depuis 2005, la Commission de régulation de l'énergie a mené quatre appels d'offre de projets de centrale de cogénération, valorisant simultanément le bois en chaleur et en électricité.

En 2011, le dernier appel d'offre, dit « CRE 4 », a retenu quinze projets pour un total de 420 mégawatts (MW), marquant un changement d'échelle de la filière bois-énergie, désormais orientée vers de plus grandes unités de production. Surtout, il ouvre la porte à des centrales uniquement électriques.

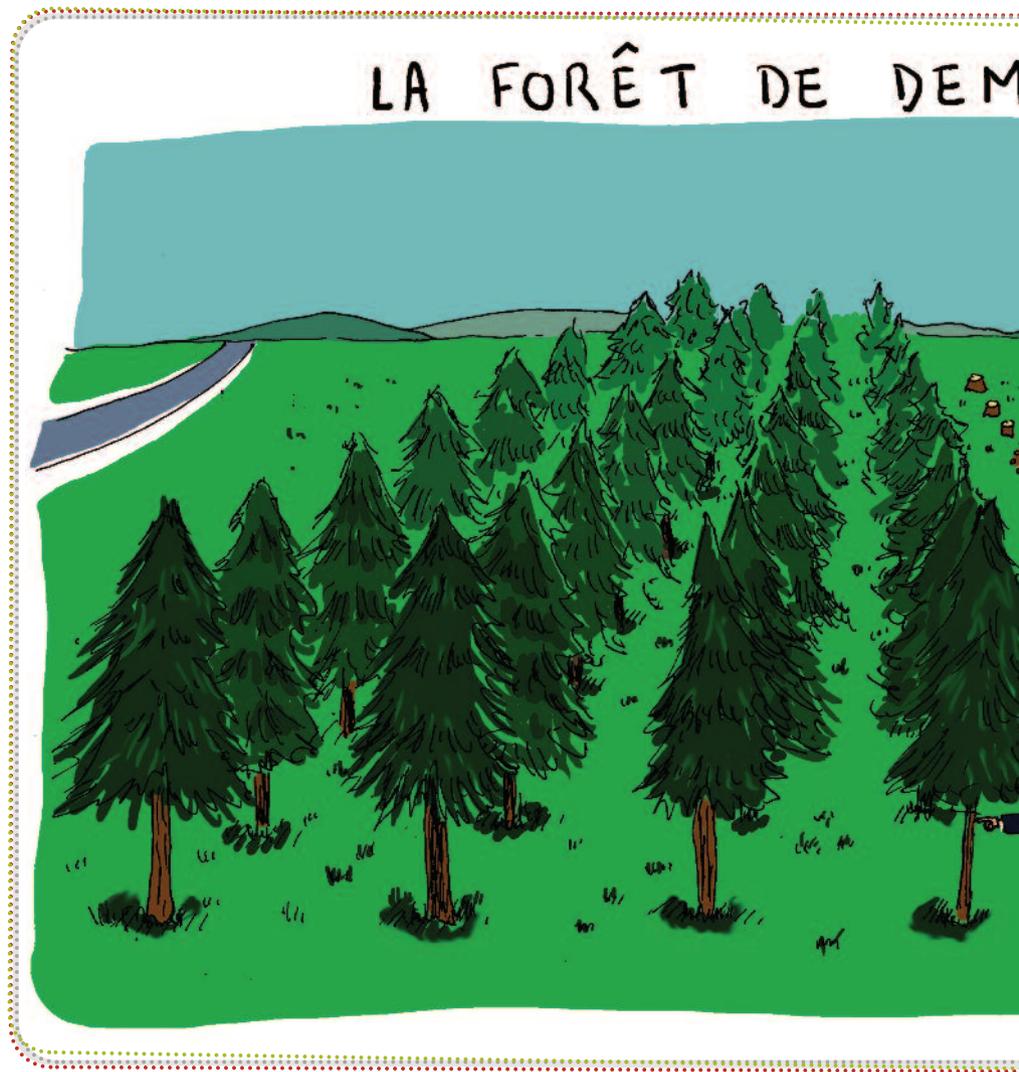
Prévue pour entrer en opération en 2015, la centrale de Gardanne, dans les Bouches-du-Rhône, symbolise cette croissance industrielle. Ancienne centrale thermique à charbon, elle est reconvertie en plus grosse centrale biomasse de France, avec une puissance de 150 MW d'électricité, sans cogénération.

Ce développement massif de la filière bois-énergie remet pourtant en cause les fondements-mêmes qui la justifiaient : le bois peut-il encore être considéré comme une énergie écologique ?

« Une forêt n'est pas un puits de pétrole »

Le postulat de départ est que, non seulement la ressource est renouvelable, mais qu'elle est abondante. Le dernier inventaire forestier réalisé par l'Institut géographique national estime ainsi que 30 % du territoire métropolitain est recouvert de forêt. Et la ressource croît : « La production biologique des forêts a augmenté depuis qu'on l'évalue », reconnaît Richard Fay, du collectif SOS Forêt.

Pour la compagnie E.ON, qui aura besoin de 850 000 tonnes de bois par an dans l'exploitation de la centrale de Gardanne qu'elle reconvertit, l'argument justifie le projet : « Dans la région PACA, la forêt représente la moitié du territoire régional, sachant que la surface a doublé en peu de temps, pour une production annuelle de 2,5 millions de tonnes de bois », a expliqué sur France 3



Pierre-Jean Moundy, responsable des relations institutionnelles biomasse du groupe allemand.

Mais il s'agit d'un volume théorique : « On ne peut pas raisonner seulement en production de bois, il faut prendre en compte aussi l'âge, la qualité et l'accessibilité du bois », observe Jérôme Freyrier, ingénieur à l'Office National des Forêts (ONF).

D'autant plus que d'autres industries ont besoin de bois : le mobilier ou la papeterie, notamment. La papeterie de Tarascon vient concurrencer l'approvisionnement de Gardanne. Cette pression accrue sur la ressource pourrait remettre en cause sa pérennité. « On n'exploite pas une forêt comme on exploite un puits de pétrole. La question du pas de temps est fondamentale : le bois nécessite une gestion raisonnée », insiste Serge Defaye, vice-président du Comité interprofessionnel du Bois-énergie.

Opposée au projet Syndièse, à Saudron (Haute-Marne), dans lequel le CEA veut utiliser la biomasse forestière pour produire des agrocarburants de deuxième génération, l'association Mirabel constate la même difficulté d'« adéquation avec les potentialités réelles de la ressource » : « Si on prélève trop, on décapitale la forêt et la ressource ne peut plus être considérée comme renouvelable ».

Cette nouvelle « guerre du bois » pose donc la question de la pertinence de son utilisation à des fins énergétiques. Si l'énergie est majoritairement valorisée sous forme de chaleur, le rendement est « excellent » selon la Fedene (Fédération des services énergie environnement). Mais la tendance actuelle est surtout de produire de l'électricité.

Fin 2013, la France comptait déjà 28 sites de production d'électricité à partir

MAIN?



© Tommy Dessine

Une énergie « propre » : quel impact carbone ?

Il faudrait également chercher la cohérence dans le dimensionnement des usines, afin de réduire au maximum les émissions de CO₂. « Il faut rester dans des infrastructures de taille moyenne, proches de la ressource, et ne pas tomber dans une logique de concentration industrielle » explique Serge Defaye.

Car le bilan carbone ne se calcule pas seulement lors de la combustion du bois : « Il y a aussi toutes les étapes de récolte, de transformation et de transport » énumère Frédéric Amiel, chargé de mission à Greenpeace. Le rapport de l'ONG sur la « biomascarade » dénonce ainsi « les fausses allégations de carboneutralité [qui] cachent des impacts climatiques majeurs ».

A ce compte, la centrale de Gardanne devrait ainsi se révéler bien moins neutre que sa présentation officielle ne l'affirme : il faudra chaque jour que 250 camions acheminent un bois prélevé dans un rayon de 400 km, et importer du bois du Canada pour compléter l'approvisionnement que la ressource locale ne suffira pas à garantir.

Cette absurdité n'est pas spécifique à la France. « Prises ensemble, les centrales à biomasse de Grande-Bretagne nécessitent 60 millions de tonnes de bois par an. C'est environ sept ou huit fois la production annuelle des forêts du Royaume-Uni », assure Nicholas Bell, du réseau SOS Forêt. Ces importations massives de bois soulèvent d'autres problèmes comme l'accaparement des terres, comme l'explique un rapport récent de l'association Biofuel Watch.

« La biomasse-énergie est valable dans certaines conditions » conclut Jean Ganzhorn. Soucieux de la « juste mesure », Serge Defaye défend pour cela un raisonnement multicritère et progressif : « Est-ce que j'ai du bois, en circuit court, sans conflit d'usage ? Si oui, quels sont mes besoins en chaleur ? A partir de ces réponses, on peut réfléchir à faire de l'électricité, qui n'est qu'un sous-produit de la démarche ». Le problème, c'est qu'industriels et décideurs suivent la démarche inverse...

> BARNABÉ BINCTIN
Reporteure

Local, mesuré et citoyen, « small bois is beautiful »

Le bois-énergie est acceptable, voire souhaitable, mais à condition de rester dans sa première finalité – faire de la chaleur – et à une échelle adaptée. « Des projets de production compris entre 1 et 10 MW, fourchette maximum », dit Serge Defaye « sont des dimensionnements qui assurent le maintien d'une sylviculture raisonnée ».

Exemple : le projet « Modul'R » à Yssingeaux (Haute-Loire), qui vise à créer un réseau de chauffage en circuit court : des micro-chaudières d'une puissance totale de 1,2 MW s'alimentent à partir de la ressource locale pour fournir en chaleur les bâtiments collectifs du village, écoles, gymnases ou maison de retraite.

L'entretien et la valorisation de la forêt alentour – sous forme de bois déchiqueté ou de bois d'éclaircie pour les chaudières – doit permettre la création d'emplois non-délocalisables tandis que l'empreinte carbone est améliorée : 250 000 litres de fioul par an remplacés représentent 750 tonnes de CO₂ évitées.

Par ailleurs, ce projet porté par la coopérative ERE 43 bénéficie du financement citoyen apporté par le fonds Energie Partagée. La participation citoyenne dans la propriété collective de l'infrastructure permet une réappropriation locale de l'énergie : ce sont les besoins qui déterminent l'offre de production, et non l'inverse.

En Allemagne, 72 % des capacités de biomasse installées relèvent de projets collectifs avec investissement citoyen, selon une étude récente de l'IDDRI (Institut de développement durable et des relations internationales). L'énergie citoyenne, « pierre philosophale de la transition énergétique » selon *LaRevueDurable* (avril 2014), est ainsi la garante d'une bonne utilisation de la ressource forestière dans la production d'énergie.

> B.B.

de cette « biomasse solide », pour une puissance totale de 304 MW. Mais quand on n'utilise la combustion du bois que pour produire de l'électricité, le rendement énergétique est médiocre, de l'ordre de 30 %. « Pour dix arbres coupés, trois seulement serviront vraiment à faire de l'électricité. Le reste part sous forme de chaleur », détaille Jean Ganzhorn, ingénieur en énergie. Le rendement net, prenant en compte l'énergie « grise » nécessaire à la production elle-même, ne serait même que de 18 % : « Sur les trois arbres, la moitié est utilisée pour l'ensemble du processus ».

Sans cogénération, produire de l'électricité à partir du bois serait donc une « aberration ». « Brûler du bois sert à faire de la chaleur, et si on peut récupérer de l'électricité, tant mieux. Mais l'inverse n'a pas de sens », dit Jean Ganzhorn.

La forêt n'est pas inépuisable

L'apparente disponibilité de la forêt est un leurre. Décryptage des Amis de la Terre qui alertent sur la diminution du gisement et les arbitrages à faire dans le cadre d'une transition écologique.

A en croire les chiffres qui circulent, la forêt française serait en danger... de sous-exploitation. Le Grenelle de l'Environnement a ainsi fixé à 21 millions de mètres cubes (Mm³) la quantité de bois supplémentaire à mobiliser à l'horizon 2020, un chiffre confirmé depuis par les Assises de la Forêt en 2014. Même le scénario Afterres 2050 – qui constitue le volet territorial du scénario de transition énergétique Negawatt – suggère la possibilité d'augmenter les prélèvements en forêt d'environ 60 Mm³ aujourd'hui à près de 110 Mm³ en 2050. La disponibilité biologique des forêts françaises étant aujourd'hui de l'ordre de 130 Mm³ aujourd'hui, il n'y aurait aucun risque de surexploitation.

Mais pour les Amis de la Terre, ces chiffres masquent une réalité plus complexe. De nombreux rapports alertent déjà sur le déficit de bois en Europe : il irait de 230 Mm³(1) à 400 Mm³ de bois à l'horizon 2020(2). Sur le banc des accusés : le développement des usages énergétiques du bois pour le chauffage, la production d'électricité et peut-être demain d'agro-carburants. En mai 2014, les Amis de la Terre Europe ont publié un rapport alarmant(3) : il estimait qu'à l'horizon 2030, presque 40 % de l'espace productif forestier européen pourrait être mobilisé pour ce type d'usage.

Pour répondre à cette demande, les entreprises mobilisent une quantité croissante de bois d'éclaircie, de petits bois, de rémanents liés à l'abattage ou encore des sous-produits du bois issus du sciage. Même les souches et les brindilles, si importantes pour la fertilité des sols, intéressent les exploitants forestiers ! Jusqu'à présent ces gisements étaient le monopole des industriels de la trituration (industrie du papier et des panneaux) qui voient d'un très mauvais œil la concurrence



renouvelée des énergéticiens. Non seulement, il faut partager mais en plus le gisement diminue avec la crise que connaissent les industriels du sciage. Car en forêt, tout est lié : pour produire 1 m³ de sciage, il faut transformer environ 2 m³ de grumes de qualité, elles-mêmes issues de la découpe d'environ 4 m³ de bois en forêt ; autrement dit, à 1 m³ de sciage correspondent 3 m³ de « déchets » valorisables pour des usages énergétiques ou industriels(4).

Les forêts soumises à la rentabilité ?

Or les scieries françaises vont mal, en particulier les petites scieries de bois feuillus qui jouent un rôle si important en milieu rural : en vingt-cinq ans, la production de sciages a diminué d'environ 25 %. Une crise si profonde aujourd'hui que des bois de qualité (bois d'œuvre) qui pourraient être valorisés en sciage partent en fumée dans les cheminées comme le note une étude du ministère

de l'Economie(5) : « Près de 28 % de la récolte de bois d'œuvre n'est pas destinée à la première transformation. C'est un fait : de plus en plus de billes, notamment en hêtre, prennent la direction des industries de la trituration ou sont transformées en bois de chauffage. »

Le risque est alors d'orienter la gestion des forêts françaises uniquement vers ce qui est économiquement rentable aujourd'hui – le bois d'industrie et d'énergie – et d'abandonner la tradition sylvicole de production de bois de qualité. Les impacts environnementaux et sociaux seraient catastrophiques. Car, avec une sylviculture proche de la nature, gérer une forêt pour produire des gros bois de qualité entraîne une augmentation du volume de gros bois mort, indispensable à de nombreuses espèces animales et végétales. A l'inverse, une monoculture de bois, avec des coupes très

rapprochées, est compatible avec une valorisation énergétique ou industrielle, mais ne procure pas les mêmes bénéfices écologiques. En terme d'aménagement du territoire et d'emplois, les conséquences peuvent aussi être lourdes : mieux vaut un maillage de nombreuses petites scieries en milieu rural qu'une grosse usine de transformation. Pour les Amis de la Terre, l'enjeu est donc de « re-politiser » la forêt c'est-à-dire d'ouvrir le débat aux citoyens et d'intégrer cette réflexion dans le cadre d'une transition vers des sociétés soutenables. La forêt, ça n'est pas que du bois, mais avant tout un écosystème dont le bois est une ressource, certes renouvelable, mais limitée. Des arbitrages sont donc indispensables entre les usages mais aussi les orientations de gestion. Aux arbres, citoyens !

➤ SYLVAIN ANGERAND
Les Amis de la Terre

1/Curbing global energy demand growth: the energy productivity opportunity, McKinsey Global Institute, mai 2007.

2/UNECE Timber Committee Statement on Forest Products Markets in 2011 and 2012, UNECE Timber Committee, octobre 2011.

3/Brûler la Terre : combien de terres faudrait-il pour fournir la biomasse destinée à l'énergie ?, Les Amis de la Terre Europe, 2014.

4/Perspectives de valorisation de la ressource de bois d'œuvre feuillus en France, FCBA, 2011.

5/Marché actuel des nouveaux produits issus du bois et évolutions à échéance 2020. Étude réalisée pour le PIPAME (Pôle Interministériel de Prospective et d'Anticipation Économique), Alcimed, 2012.

La méthanisation, une bonne solution menacée par le gigantisme

La méthanisation a le vent en poupe, soutenue dans la loi pour la Transition écologique par des objectifs ambitieux. Mais sans seuils de capacité pour les méthaniseurs, elle risque de conforter l'élevage industriel.

Trois coupes gonflées de gaz. Sur un écran, défilent des chiffres rouges. L'unité de méthanisation de la ferme Oudet, dans les Ardennes, a des airs d'observatoire astronomique.

Chaque matin, Antoine Oudet se rend dans l'étable, où soixante-dix vaches laitières mâchent du foin. Puis il va nourrir une autre panse, énorme celle-ci. Le méthaniseur. Lisier, fumier, herbe, patates. « *La méthanisation est une suite logique de l'élevage, dit-il. C'est un vrai travail de paysan.* »

Depuis douze ans, ce pionnier produit de l'électricité et de la chaleur à partir des déjections de son troupeau. Car un méthaniseur fonctionne comme un système digestif. A partir de matières organiques, il fabrique des gaz, dont du méthane, et un produit humide riche en azote, appelé digestat. Le méthane est ensuite utilisé pour produire de l'électricité et de la chaleur.

Diversifier et consolider l'activité

A l'autre bout de la France, dans le Morbihan, Jean-Marc Onno élève des porcs. Il consacre en moyenne quarante heures par semaine à son méthaniseur d'une puissance de 350 kilowatts (kW). Mais il ne se plaint pas : « *Nous avons pu embaucher, et moi, je gagne mieux ma vie, je suis plus cool dans ma gestion financière.* ». Grâce à la production de chaleur, il cultive des champignons biologiques, avec une quinzaine de salariés. « *Ça nous permet de nous diversifier et de consolider notre activité.* »

Pour les agriculteurs, l'intérêt de la méthanisation est triple, résume Julien Thual, de l'Ademe : « *Elle valorise les déchets agricoles et les effluents d'élevage, produit un engrais de qualité, et assure un revenu complémentaire via la vente d'électricité.* ». Cependant, on ne comptait début 2014 en France qu'à peine 150 unités en fonctionnement.

« *Environ un tiers des unités n'est pas rentable* », explique Jacques Pasquier, de la Confédération paysanne. Car installer un méthaniseur coûte cher. Cuves hermétiques, moteur de cogénération... Entre 6 000 et 9 000 € par kW électrique. Soit plus d'un million d'euros pour un modèle de 200 kW. « *Quel paysan peut se payer ça ?* », interroge M. Pasquier. Il redoute une financiarisation de l'agriculture, à travers l'arrivée d'entreprises et de capitaux industriels. Antoine Oudet, qui vend chaque année 220 000 g d'électricité, ne voit pas les choses sous le même angle : « *Le chèque d'EDF est un revenu non*



négligeable et garanti, contrairement au lait ou aux céréales. »

Autre intérêt : brûler le méthane, qui est un puissant gaz à effet de serre, réduirait l'impact sur le climat de l'activité agricole. Sauf s'il y a des fuites : « *7 à 10 % du méthane s'échapperait des installations, déplore Geroges Baroni, de la Confédération paysanne. Or l'impact de ce gaz sur l'effet de serre est vingt-cinq fois plus fort que pour le carbone.* » Pourtant, d'après le ministère de l'Agriculture, « *une unité moyenne de méthanisation agricole permet une réduction des émissions de près d'un millier de tonnes équivalent CO₂.* ». Fort de ce constat, la loi sur la Transition énergétique a fixé l'objectif de 1 500 méthaniseurs en 2020.

Le tabou des cultures énergétiques

Avec près de 8 000 unités en marche aujourd'hui, les Allemands se sont lancés bien avant nous dans l'aventure. « *Dès 2004, le gouvernement a mis en place des bonus en faveur des cultures énergétiques* », dit Aurélie Chevalier, qui travaille pour l'entreprise allemande MT-Energie. C'est que les céréales produisent en moyenne huit fois plus de méthane que les déjections animales. Résultat : en quelques années, les champs se sont couverts de maïs. « *820 000 ha, soit un tiers de la surface agricole, ont été dédiés à la méthanisation, au lieu de produire de la nourriture* », dénonce George Baroni. Le prix des terres s'est envolé, et le pays doit même impor-

ter des aliments pour ses troupeaux. Aujourd'hui, les Allemands mettent un coup de frein. Et la loi sur la Transition énergétique a interdit en France l'utilisation de cultures céréalières pour fournir les méthaniseurs.

Le spectre des 1000 vaches

Un millier de bovins, huit millions de litre de lait, et une puissance électrique de 1 500 kW. Les proportions pharaoniques du projet des Mille vaches, dans la Somme, donnent le tournis. « *M. Ramery, le propriétaire de l'exploitation, peut casser les prix du lait parce qu'il touchera un gros chèque d'EDF, déplore Jacques Pasquier. La méthanisation conforte l'élevage industriel.* » Va-t-on voir se multiplier d'immenses cheptels, élevés hors sol pour produire de l'électricité, et, accessoirement, du lait ? Car la loi de transition énergétique ne fixe pas de seuil de capacité pour les méthaniseurs.

« *La méthanisation doit s'adapter aux moyens et à la taille de la ferme, et pas le contraire* », dit Bruno Mahé, de l'Agence locale de l'énergie des Ardennes. Un avis partagé par la Confédération paysanne, qui encourage le développement des petites unités, inférieures à 70kW. « *Oui à l'autonomie énergétique des fermes, non à l'industrialisation* », résume Jacques Pasquier.

Saint-Gobain (Aisne) Jardiner la forêt plutôt que l'exploiter, pour arriver au bois bio

A perte de vue, les arbres longent les larges allées. « *C'est une forêt de feuillus typique du Nord de l'Europe : on trouve du chêne, du hêtre, du frêne, des merisiers, des charmes, etc.* », détaille Yvain. Originaire de Saint-Gobain, bourg de 2 300 habitants dans l'Aisne, il a une formation de technicien forestier et fait partie du collectif Forêt Vivra, constitué pour réfléchir à l'avenir des treize mille hectares de la forêt de Saint-Gobain.

Là où le promeneur ne voit qu'une étendue d'arbres, Yvain reconnaît un mode d'exploitation de la forêt. Il s'arrête devant une parcelle : les arbres font tous la même taille, les troncs sont bien droits et de même diamètre. La vue est dégagée, sans broussailles, taillis ou branches basses. « *C'est une exploitation en futaie régulière, explique-t-il. Tous les dix ans, on coupe quelques arbres pour faire une éclaircie et laisser les plus beaux grossir. Puis on coupe tout et on replante.* »

Ce système d'exploitation de la forêt est aberrant, juge Fabien, autre membre du collectif. « *C'est économiquement rentable à court terme. Mais on coupe les arbres de plus en plus jeunes, on détruit notre capital.* » Une fois coupé, un jeune arbre finira en panneaux de bois bas de gamme ou en granulés de chauffage. Alors qu'un vieil arbre peut servir à faire des meubles et sera vendu beaucoup plus cher.

Cette gestion de la forêt pose aussi problème d'un point de vue écologique. « *Plus un arbre est vieux, plus il a un rôle écologique fort. Sans vieux arbres, de nombreuses espèces n'ont plus d'habitat dans la forêt.* »

C'est parce qu'ils étaient exaspérés par cette gestion de la forêt qu'ils ont décidé de s'organiser en collectif. Il s'agit de proposer un « *aménagement* » alternatif de la forêt de Saint-Gobain. Toute forêt gérée par l'ONF doit avoir un tel plan. Le



© Marie Astier

collectif compte donc proposer une « *sylviculture irrégulière et continue proche de la nature* », où se mélangeront essences, âges, tailles d'arbres. « *On coupe les arbres un par un, on les sélectionne pour laisser pousser les autres* », explique Fabien. Les arbres vieillissent plus vieux. Le bois mort et les petites branches sont laissés au sol, pour permettre à l'humus de se renouveler.

« *L'exploitation en futaie régulière part du principe que l'homme domine la forêt.* » Le collectif propose une autre vision. « *Il s'agit de jardiner la forêt plutôt que l'exploiter. De respecter l'écosystème en laissant le temps et l'espace à la nature pour qu'elle s'équilibre et donne ce qu'elle a à donner.* » Ce n'est pas un doux rêve. « *Cela existe déjà, précise Yvain, et répond à une logique économique, mais de long terme.* »

Il faut cependant relancer une filière locale de transformation. C'est ce qu'ont commencé à faire Yvain et Fabien, avec Gink'oop, qui fabrique des cabines de toilettes sèches. L'affaire marche bien et emploie déjà trois personnes. Elle commence à se diversifier et a aussi aménagé l'épicerie bio. Elle envisage de réaliser des habitats en bois écologiques.

Mais ces débouchés sont infimes, comparés aux milliers de tonnes de bois produites chaque année par la forêt de Saint-Gobain. Le projet du collectif est de créer un « *Pôle Bois* ». Pour garantir la qualité de cette filière locale, ils proposent de créer un label « *Sylviculture Durable* », « *comme le bio en agriculture !* » s'enthousiasme Yvain.

➤ **MARIE ASTIER**
Reportère

Etrepagny (Eure) Quand méthanisation rime avec agroécologie

« *Sans la méthanisation, on ne serait pas passé au bio si vite.* » Les frères Mineur, installés à Etrepigny, dans les Ardennes, se sont convertis à l'agriculture biologique en même temps qu'à la méthanisation. Deux choix complémentaires : « *On vit cela comme un tout.* »

Le digestat permet de fertiliser les prairies où paissent la soixantaine de vaches laitières. Plus besoin de produits phytosanitaires. En brûlant le méthane, la machine d'une puissance de 70 kW produit électricité et chaleur. Celle-ci chauffe la

salle de traite et quatre maisons. Et les recettes procurées par la revente de l'électricité ont alimenté les investissements nécessaires au passage au bio.

Pour Christian Couturier, de Solagro, association d'étude des questions agricoles, « *la méthanisation peut être un moteur de l'agroécologie.* » Il promeut un modèle mêlant polyculture et élevage, recourant au fumier végétal plutôt qu'aux engrais chimiques, et s'appuyant sur la méthanisation. Et comme celle-ci élimine de nombreuses bactéries présentes dans les

déjections animales, « *elle aide à la suppression des antibiotiques dans l'élevage.* » M. Couturier, qui est aussi le nouveau président de negaWatt, espère que la méthanisation à petite échelle aidera à redynamiser les campagnes. Une priorité, alors que deux cents fermes disparaissent chaque semaine en France. « *Avec la chaleur, on pourrait développer de nouvelles activités : sécher du bois, chauffer des gîtes ruraux, fabriquer de la charcuterie...* »

➤ **L.L.**

Rapport Nanotechnologies : une invasion silencieuse

En 2012, 500 000 tonnes de nanomatériaux ont été utilisées en France dans 3 400 produits à base de nanomatériaux. Les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture sont largement en tête des utilisateurs.¹

En 2008, le rapport « Du laboratoire, vers nos assiettes : nanotechnologies dans l'alimentation et l'agriculture » de nos collègues des Amis de la Terre Etats-Unis, Australie et Allemagne (BUND) fit grand bruit.

Six ans après, les Amis de la Terre Etats-Unis refont le point sur la situation dans un rapport intitulé « Petits ingrédients, gros risques »². Il s'avère que le nombre de « nano-aliments » sur le marché a été multiplié par plus de dix en six ans, tandis que se sont accumulées les données scientifiques sur les risques que les nanomatériaux, notamment ceux utilisés dans l'alimentaire, représentent pour la santé humaine et l'environnement.

Près de 200 multinationales de l'agro-alimentaire ont investi des milliards de dollars dans les nano-aliments et les nano-emballages ; les prévisions parlent d'un marché des nano-aliments qui pourrait atteindre 20,4 milliards de dollars en 2020. Aux Etats-Unis, de nombreux produits alimentaires consommés quotidiennement contiennent des nanomatériaux comme ingrédients : fromages fondus ou à la crème, cookies, beignets, sirop et

autres produits à base de chocolat, flans, lait, soja, boissons à base d'amande ou de riz, yaourts, céréales, crackers, pâtes et boissons pour sportifs. Des nanomatériaux sont de plus en plus utilisés en contact avec les aliments : emballages et conservation des fruits et légumes, planches à découper, biberons, coutellerie, bacs à glace, etc. Ces produits sont fabriqués et vendus par les plus grandes compagnies alimentaires.

Une grande toxicité

Les nanomatériaux ont des propriétés uniques qui offrent de nombreuses possibilités d'emploi pour l'industrie alimentaire, en tant qu'additifs alimentaires, agents de saveurs ou colorants très puissants ou comme agents antibactériens dans les emballages. Cependant, ces mêmes propriétés présentes à l'échelle nanométrique peuvent aussi provoquer une plus grande toxicité pour les humains ou l'environnement :

- réactivité chimique, biodisponibilité et bio-activité plus importantes que chez des particules de plus grandes tailles du même composant chimique ;

- pénétration plus facile dans nos corps, nos cellules, nos tissus et organes ;
- perturbations des réponses de notre système immunitaire ;
- effets pathologiques à long terme

Face à ces dangers pour le consommateur, pour les ouvriers qui manipulent ces produits, pour l'environnement, comment réagissent les pouvoirs publics français ? Dans un rapport commandé par cinq ministères et publié en mars 2014³ on peut lire : « Ces risques, inhérents à toute innovation scientifique, ne doivent en aucun cas empêcher toute avancée scientifique dans ce domaine, ne serait-ce que pour la sécurité nationale » et il faut « préserver l'acceptation par la société de produits utiles à nos industries de Défense et nos industries duales, issus des nanotechnologies et de la biologie de synthèse ». Tout est bon pour la croissance... des risques ! Environnement, santé, foutaises que tout cela, à moins que les citoyens ne se mêlent enfin de leurs affaires !

> CHRISTIAN BERDOT

Co-référent sur les OGM et l'agriculture

1/ Rapport de la Direction générale de la prévention des risques : « Éléments issus des déclarations des substances à l'état nano-moléculaire » :

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/rapport-nano-2014.pdf>

2/ PRÉVOIR UN LIEN POUR LE RAPPORT SUR LE SITE

3/ <http://sciencescitoyennes.org/tag/biologie-synthetique/>

On aime !

Découvrez le projet photographique « Keepers »



© Luka Tomac

Les Amis de la Terre Europe et le photographe Luka Tomac, par ailleurs militant actif des Amis de la Terre Croatie – Zelena Akcija, ont lancé le 6 novembre dernier, le projet « Keepers » (gardiens en français) avec une exposition à Bruxelles, un livre et un site web : <http://natures-keepers.org>

Mais qui sont donc ces « gardiens » ? Ils sont 22, à travers l'Europe, dont Luka Tomac dresse le portrait et l'histoire à travers un point commun : leur engagement total dans la préservation et la restauration de milieux naturels, de Chypre à la Norvège en passant par la Bulgarie ou le Royaume-Uni.

« Keepers » met en avant les efforts incessants de ces militants qui luttent contre les impacts des activités humaines et contre les modes de développement insoutenables (dont l'expansion des industries minières et énergétiques...). Bien qu'éloignées géographiquement les unes des autres, ces histoires montrent la similitude des menaces que font peser certains projets sur les espèces, sur les milieux et sur les populations.

Parmi les histoires relatées, celles de populations de tortues quasiment en voie d'extinction à Chypre, la ré-introduction de loups, lynx et chats sauvages dans de nombreux pays européens, les communautés locales qui s'élèvent contre le dévelop-

pement de projets extractivistes en Bosnie-Herzégovine et en Norvège, les efforts dans l'éducation à l'environnement de jeunes enfants, etc. D'après Luka Tomac : « Il y a tant d'histoires à raconter, des histoires qui mettent la lumière sur ceux qui sont à l'origine des problèmes, des histoires qui témoignent des difficultés vécues par les communautés qui sont affectées par ces problèmes... mais aussi les histoires qui célèbrent les personnes qui sont en première ligne et dédient leur vie à promouvoir des solutions pour transformer nos sociétés. »

Toutes ces histoires sont à retrouver sur le site : <http://natures-keepers.org>

Un lien que nous vous invitons à consulter et à partager !

> CAROLINE PRAK

Pratiques

Marre que votre argent pollue ? Changez de banque !

**Se mettre au vélo, passer chez Enercoop, adhérer à une AMAP, réparer, échanger, recycler, oui !
Et changer de banque, alors ?**

Loin d'être neutre en carbone, notre compte en banque pollue. Car les banques utilisent l'argent que nous leur confions pour financer et investir dans des projets fortement émetteurs de CO₂, aggravant ainsi la crise climatique. Ainsi, comme le dernier rapport des Amis de la Terre sur les banques *Charbon : l'argent sale des banques françaises* l'expose, elles ont par exemple soutenu à hauteur de plus de 30 milliards d'euros le secteur du charbon – centrales et mines – entre 2005 et avril 2014, faisant de la France le 4^{ème} financeur mondial du combustible le plus carboné. BNP Paribas, Société Générale et Crédit Agricole comptent parmi les banques les plus climaticides et représentent 94 % des soutiens totaux des banques françaises au secteur du charbon entre 2005 et 2013.



© David Cochard

Des investissements à contre-courant !

Les banques continueront-elle encore longtemps à ignorer les recommandations des plus grands scientifiques sur le climat : laisser la majorité des fossiles dans le sol et réorienter leurs investissements dans le secteur énergétique ? Pourront-elles poursuivre, au nom d'objectifs de profit à court terme, le développement de projets charbon tels qu'Alpha Coal en Australie ou Medupi et Kusile en Afrique du Sud, qui enferment l'humanité dans des tra-

jectoires hautement carbonées et inégalitaires ? Tout dépend de nous... En tant que clients, citoyens, consommateurs, nous avons le pouvoir de demander aux banques de changer leurs pratiques. Et la marge de progression en France est énorme.

Nous pouvons aussi changer de banque, comme l'explique le guide des Amis de la Terre *Climat : comment choisir ma banque ?* qui dresse un classement des banques françaises selon les impacts des activités qu'elles soutiennent.

Vous avez dit greenwashing ?

« Risques maximum », « Impacts minimes », dans quelle catégorie se trouve votre banque ? Pouvez-vous la croire lorsqu'elle se dit engagée pour la protection de l'environnement ? Selon notre guide, seules la Nef et le Crédit coopératif représentent aujourd'hui des réponses crédibles aux banques climaticides, en privilégiant le financement de projets à forte valeur sociale, environnementale, culturelle.

Si elles constituent des alternatives indéniables, faire pression pour que les grandes banques changent leurs pratiques reste indispensable. La lutte contre les changements climatiques ne pourra pas être gagnée si les banques ne jouent pas leur rôle, à savoir augmenter leurs soutiens à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables mais aussi stopper ceux dédiés aux énergies fossiles.

Chacun peut agir, en interpellant sa banque sur ces financements et en l'avertissant que si elle ne se retire pas des fossiles, elle risque de perdre un-e de ses clients ! Retrouvez tous les conseils et informations pour changer de banque dans le guide éco-citoyen *Climat : comment choisir ma banque ?* publié par les Amis de la Terre et sur le site www.finance-responsable.org

> LUCIE PINSON

Chargée de campagne Finance privée/Coface

Humeurs

Avec le TAFTA, la langue de bois est transatlantique !

Allons plus loin que ce que pouvait laisser penser la couverture du dernier numéro de « La Baleine »... Le traité TAFTA reflète-t-il une lutte des « Américains » contre les « Européens », comme il est souvent présenté ? Même s'il traduit une conception plutôt anglo-saxonne du droit, nous rejetons cette rapide lecture, comme le dossier l'expliquait justement. Non, le TAFTA est bien une lutte de pouvoir des firmes privées et de leurs dirigeants contre tous les citoyens du monde pour réduire leur protection sociale, environnementale et démocratique !

On le voit bien dans l'article 8 du mandat sur les questions environnementales et sociales qui énonce que « *Le traité devrait reconnaître que le développement durable est un objectif fondamental des parties prenantes et qu'elles viseront à assurer et faciliter le respect des accords et des normes environnementales et sociales internationales tout en favorisant des niveaux élevés de protection de l'environnement, des travailleurs et des consommateurs, compatibles avec l'acquis européen et la législation des Etats membres.* »

Quel concert de pipo ! Observez bien comment la « langue de bois juridique » est utilisée pour vider l'article de sa portée. Pourquoi d'abord le conditionnel « devrait reconnaître » ? Admirez ensuite le tricotage de « viser, assurer, faciliter, favoriser, respecter, compatible... » Il aurait pourtant été facile d'écrire simplement « 8. Le traité reconnaît que le développement durable est un objectif fondamental des parties prenantes et qu'il respectera les accords et les normes environnementales et sociales internationaux. »

Mais on a bien compris que les négociateurs n'ont aucune intention de les respecter !

> VINCENT JANNIN

Les Amis de la Terre Paris